

N°432

du 23  
Septembre  
2011

**Editorial**

Par Koffi  
SOUZA



# L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

## L'AFRIQUE ET LA CRISE DE L'EUROPE

L'Europe est en crise. Elle traverse une crise politique. L'Europe politique est divisée et elle n'arrive pas à se mettre d'accord sur une véritable gouvernance. Morcelée à Bruxelles, l'Union européenne est fragilisée dans chacun des Etats. Les gouvernements sont affaiblis ou en sursis et révoqués chaque fois qu'une élection se tient.

La crise de l'Europe est également économique. Les industries sont en difficulté et le chômage explose. Il en résulte automatiquement une crise financière. Les peuples ont pris l'habitude de vivre au dessus de leurs moyens. Dès lors, l'endettement atteint le seuil de l'intolérable. Le château de cartes de l'Europe menace à chaque instant de s'effondrer et l'euro avec lui.

L'Afrique est à la fois concernée par cette crise européenne et en voie de s'en émanciper.

### L'AFRIQUE VULNERABLE A LA CRISE EUROPEENNE

La proximité géographique, les liens de l'histoire enracinent l'Afrique dans l'Europe. Sur le plan économique, l'Europe est non seulement le plus grand partenaire commercial de l'Afrique, mais surtout le plus grand importateur de produits agricoles africains. Elle représente 68% de la valeur des investissements étrangers directs en Afrique. Les échanges sont sept fois plus élevés entre les deux continents qu'entre, par exemple, la Chine et l'Afrique (215 milliards d'Euros contre 30 milliards d'Euros). L'Europe a été, depuis 40 ans, le premier donateur d'aide publique au développement.

(suite à la page 2)

Lutte contre les Maladies non transmissibles (MNT)

# Les nouvelles préoccupations de l'Autorité publique en matière de santé

Culture / Institutions

Qu'est qui bloque  
la mise en route du  
Fonds d'Aide à la  
Culture au Togo ?



Charles Kondi Agba, Ministre de la Santé

D'après la Banque centrale

La croissance  
du PIB togolais  
attendue à  
4,5% en 2012

Rapport 2011 de la Banque mondiale sur le Développement dans le Monde

**L'égalité des genres:  
un objectif  
fondamental et un  
atout pour l'économie**

Le Togo dans son commerce extérieur de janvier à juin 2011

**Le coton maintient son 1<sup>er</sup> rang,  
les phosphates absents au 2<sup>ème</sup>  
trimestre dans les exportations**

*\* Parmi les pays, la Chine garde la tête en import/export.*

## Repères

## De quel Golfe de Guinée le monde a-t-il besoin ?

Le Groupe d'Action et de Réflexion sur l'Environnement et de Développement (GARED) a organisé les 15 et 16 septembre à Lomé, une assemblée générale des citoyens du Golfe de Guinée sur le thème " De quel Golfe de Guinée le monde a-t-il besoin."

Par ce thème qui, émane du forum pour une nouvelle gouvernance mondiale, le GARED veut mettre en chantier une dynamique citoyenne sous-régionale pour élaborer collectivement des propositions pertinentes et pouvant déclencher les mutations nécessaires aux différentes échelles de gouvernance (locale, nationale, régionale et mondiale). La cinquantaine des participants du Ghana, de la Côte d'Ivoire, du Bénin, du Nigeria et du Togo a discuté en atelier sur les cahiers de proposition contenant les cinq grands chapitres de la gouvernance mondiale. Il s'agit de l'écologie et de la gestion de la planète ; de l'économie et de la globalisation ; de la gouvernance politique, des systèmes étatiques et institutions ; de la paix, la sécurité et les conflits armés et enfin de la connaissance de la science, de l'éducation, de la société, de l'information et de la communication. En clôturant les travaux, le représentant du ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, M. Laré Baltché a relevé qu'à l'heure où les grandes décisions concernant la gouvernance mondiale et le développement se prennent dans des ensembles régionaux et internationaux, aucun Etat ne peut parvenir à l'épanouissement et au bonheur de son peuple sans les autres. La présidente du GARED, Esso Ama a, pour sa part indiqué que le choix de ce thème vise essentiellement la nécessité de créer et de renforcer une dynamique sur la participation citoyenne à la construction d'une nouvelle gouvernance régionale et mondiale, d'élaborer des propositions pouvant aboutir à une charte des citoyens du Golfe de Guinée afin d'aborder un dialogue citoyen avec les institutions nationales, régionales et mondiales sur les problèmes qui minent actuellement le Golfe de Guinée, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique et le monde.

M.A./ATOP

## Editorial

## L'AFRIQUE ET LA CRISE DE L'EUROPE

(suite de la page 1)

C'est dire le degré de dépendance de l'Afrique à l'égard de l'Europe. Les liens financiers et bancaires sont importants et la fermeture du robinet du crédit en Europe se répercute naturellement en Afrique.

Quant aux pays de la zone franc, ils sont naturellement vulnérables aux mouvements erratiques de l'euro.

Lors d'une réunion récente des Etats membres de la zone franc, ceux-ci ont insisté pour que la taxe sur les transactions financières internationales soit une «priorité» du G20. Ils souhaitent des solutions ambitieuses pour répondre à la question essentielle du financement du développement.

«Ils réitèrent à cet égard leur soutien à la mise en œuvre rapide de mécanismes de financements innovants à l'échelle internationale afin de constituer des sources de financements pérennes, prévisibles et à la hauteur des enjeux», ajoutent-ils, estimant que «des décisions importantes doivent désormais être prises».

## UNE AFRIQUE EN VOIE DE S'EMANCIPER DE L'EUROPE

L'Afrique tend à s'émanciper de l'Europe grâce à son propre dynamisme. Selon les prévisions du Fonds monétaire international l'Afrique subsaharienne devrait afficher en 2011 et 2012 l'un des plus forts taux de croissance de la planète, supérieur à la moyenne mondiale. La croissance en Afrique subsaharienne dépassera les 5% cette année et en 2012 ;

«Le ralentissement de l'économie mondiale n'a guère affecté (l'Afrique subsaharienne) jusqu'à présent

même si les risques d'une dégradation ont augmenté», ajoute le FMI.

«L'activité (économique) réelle dans la région s'est nettement accrue en 2010 et, jusqu'à présent, en 2011», note encore le FMI, une tendance «soutenue par une consommation privée et publique robuste, dans la mesure où de nombreux pays ont utilisé leurs marges de manœuvre macroéconomiques pour accélérer la reprise après le ralentissement induit par la crise».

Fort de sa croissance, l'Afrique renforce son indépendance et s'ouvre à l'ensemble du monde. Le commerce Afrique-Chine a été multiplié par cinq en cinq ans seulement— plus de 50 milliards de dollars en 2006. La banque chinoise EXIM (Export-Import), vise un portefeuille de 20 milliards de dollars d'investissements en Afrique pour les 3 prochaines années, pour financer la construction d'infrastructures (routes, voies ferrées, oléoducs) sur tout le continent africain. Les Etats-Unis s'intéressent de plus en plus à l'Afrique: le continent africain devrait représenter 25% de leur approvisionnement pétrolier en 2009 ; Les minerais d'Afrique centrale sont de plus en plus expédiés vers les ports américains. L'Inde aussi s'intéresse au commerce des minerais, du bois, et du pétrole. L'Afrique s'engage de plus en plus ouvertement dans des partenariats dits «Sud-Sud».

L'Afrique est sur la voie d'un grand changement. Plus indépendante et plus sûre d'elle-même, elle s'ouvre à de nouveaux partenaires et devient de ce fait moins vulnérable à la crise que traverse le vieux monde.

## Institutions

## Qu'est qui bloque la mise en route du Fonds d'Aide à la Culture au Togo ?

Une bonne idée qui peine à être concrétisée. Notre confrère en ligne [www.togocultures](http://www.togocultures) s'est fendu d'un article sur le Fonds d'Aide à la Culture (FAC) qui, en dépit de sa création, s'enlise dans une situation difficilement compréhensible malgré l'urgence. Notre confrère tire la sonnette d'alarme. Trop c'est trop.

Le décret n°2009-291/PR du 30 décembre 2009 créant le Fonds d'Aide à la Culture (FAC) prévu dans les textes de loi depuis novembre 1990 a été signé par le Président Faure Gnassingbé le 30 décembre 2009. Ce décret porte organisation, exploitation et financement du Fonds d'Aide à la Culture au Togo et sonnait à l'époque comme le cadeau de fin d'année fait au milieu artistique. Deux ans après ce texte censé déverrouiller une situation restée exceptionnelle dans la sous-région ouest africaine, le Fonds n'est pas activé.

Aujourd'hui, la perplexité et l'agacement gagnent les milieux artistiques togolais qui ne comprennent pas. Alors, se multiplient des initiatives - pétitions, réunions, concertations... - pour que se

doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. » Il est placé, selon le décret de création, sous la tutelle du ministre chargé de la Culture et du ministre chargé de l'économie et des finances. Il est alimenté par les subventions, legs et donations de toutes sortes, le produit de la vente des reproductions des biens culturels et des publications du Ministère chargé de la Culture.

Le Fonds est destiné à la promotion et au financement de toute action culturelle présentant un intérêt national. A ce titre, il permettra précisément de participer à la construction, à la réhabilitation et à l'équipement d'infrastructures culturelles ; d'aider à la création artistique, littéraire et cinématographique, de favoriser la participation du Togo aux grands rendez-vous

thématique centrale de la 12ème édition du Festival de Théâtre de la Fraternité (FESTHEF) qui s'est tenu à Lomé et à Assahoun (50 km à l'ouest de Lomé), du 24 au 31 août 2011.

En effet, le Festival de Théâtre de la Fraternité (FESTHEF) a célébré l'édition 2011 sous le signe des rencontres et de grandes interrogations. Des questionnements ont porté sur l'avenir des manifestations culturelles et artistiques organisées au Togo et sur le sort des professionnels qui ont l'impression d'être abandonnés et oubliés par l'Etat. Tout le monde est unanime : l'une des solutions à l'effort des professionnels des secteurs de l'art et de la culture et au financement des événements culturels et artistiques au Togo est bien l'activation du Fonds d'Aide à la Culture (FAC).

C'est parce que la mise en route du FAC tarde, on ne sait pour quelle raison la raison, que le FESTHEF a convié les acteurs culturels à une causerie-débat consacrée à la thématique le jeudi 25 août 2011 de 18H à 19H30 à Lomé et le mercredi 31 août dans l'après-midi à Assahoun. La préoccupation était celle-ci : beaucoup de pays africains ont mis en place depuis belle lurette un Fonds spécial d'aide aux secteurs des arts et de la culture, notamment (et pour citer les cas proches du Togo), le Ghana, le Mali, le Bénin. Ce dernier par exemple l'a alimenté à hauteur de 1 milliard de francs CFA (1.524.490 d'euros) appelé le 3 milliard culturel<sup>3</sup>). Qu'est-ce qui bloque la mise en œuvre du Fonds d'Aide à la Culture au Togo ? L'interrogation pour le moment reste sans réponse...

Devant le silence et l'inaction du pouvoir public, que faut-il faire alors ?



dénoue cette situation qui, tout en privant la culture d'une reconnaissance nationale et d'une source certaine de financement, contribue à hypothéquer le développement culturel dans notre pays considéré à tort ou à raison par certains critiques comme un « désert culturel » ! Qu'attendent donc les autorités togolaises pour doter le Fonds d'Aide à la Culture et créer l'organe chargé de son animation ?

## Ce qu'est le Fonds d'Aide à la Culture (FAC)

Il faut rappeler que c'est le 23 novembre 1990 que le Président Eyadéma a signé la loi n° 90-24 relative à la protection du patrimoine culturel national. Cette loi par laquelle « l'Etat assure la protection et la sauvegarde du patrimoine culturel national » et « en favorise la mise en valeur et l'exploitation » a prévu dans son article 6, la création d'une Commission Nationale du Patrimoine Culturel (CNPC) qui est effective depuis quelques années et dans son article 37, celle d'un Fonds National de Promotion Culturelle (FNPC).

Ce fonds créé en 2009 sous l'appellation du Fonds d'Aide à la Culture (FAC) « est un établissement public à caractère professionnel, à but non lucratif,

culturels, foires et festivals nationaux et Internationaux ; de soutenir les projets culturels ayant un impact positif sur les populations ; de promouvoir les traditions culturelles ; d'aider à acquérir les équipements culturels, de favoriser la promotion, la diffusion, la préservation et la conservation (sur tous supports) du patrimoine culturel national ; de soutenir les associations et regroupements culturels pour une meilleure émergence des initiatives culturelles de base ; d'aider à l'édition des ouvrages littéraires et artistiques et/ou à leur numérisation ; de promouvoir les industries culturelles et en faire un levier de développement.

En somme, le FAC a été prévu pour brasser large et contribuer effectivement à faire des secteurs des arts et de la culture, de véritables outils de réduction de la pauvreté et de la croissance socio-économique, ce qui est par ailleurs la vocation de la culture. On comprend l'enjeu de la mise en œuvre du FAC et pourquoi les acteurs culturels sont inquiets.

La perplexité gagne les artistes qui ne comprennent pas pourquoi le FAC n'est pas mis en route

« A quand le Fonds d'Aide à la Culture au Togo ? Telle est la

## Une situation somme toute absurde

L'assistance à la rencontre de Lomé lancée par le FESTHEF était composée d'artistes et de professionnels de la culture venant du Togo, du Bénin, de la Côte d'Ivoire avait eu à échanger sur les stratégies à mettre en œuvre. Nos hôtes étaient même surpris que le Togo en reste encore là.

On apprend dans cette rencontre que beaucoup d'acteurs s'activent depuis des mois et affûtent des armes pour amener les autorités à honorer leurs propres promesses. Il faut relever l'absurdité de la situation créée : pourquoi l'Etat a-t-il trouvé opportun de créer un Fonds nécessaire au développement de la culture et du pays et n'en fait plus rien ? A qui incombe l'initiative pour réparer cet oubli ? Au Ministre de la Culture qui a promis devant témoins depuis la remise du Prix d'Excellence de la CEDEAO que cela va se faire ? À défaut de trouver des réponses aux nombreuses énigmes créées par cette situation, les uns et les autres ont échangé sur les stratégies et la causerie s'est achevée sur un goût d'inachèvement et de dépit.

Il reste à espérer que cette initiative parvienne aux décideurs pour qu'ils prennent effectivement leur responsabilité. La promesse doit être tenue. Il va de l'intérêt de tous les acteurs et en premier lieu de notre pays qui a besoin que des initiatives soient multipliées pour améliorer le quotidien des citoyens, surtout que le secteur culturel est avéré être un secteur pourvoir d'emplois, de devises et contribue de facto à la réduction de la pauvreté et à ennoblir l'image d'un pays.

## Togocultures

Directeur de la Publication  
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction  
Jean AFOLABI

Rédaction  
Sylvestre DJOKEH  
Hervé AGBODAN  
Maurille AFERI  
Pater LATE  
Kossiwa TCHAMDJA  
Koffi SOUZA  
Alan LAWSON  
Abel DJOBO  
Tony FEDA

Service photographie  
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature  
LAWSON Laté

Graphisme  
BOGLAG.



Bi-hebdomadaire togolais  
d'informations et d'analyses

Récépissé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Le Togo dans son commerce extérieur de janvier à juin 2011

## Le coton maintient son 1er rang, les phosphates absents au 2ème trimestre dans les exportations

\* Parmi les pays, la Chine garde la tête en import/export.

Sylvestre D.



Lecture faite des données recueillies par la Direction générale de la statistique et de la comptabilité nationale (DGSCN), pour le compte des deux premiers trimestres de l'année 2011, le «coton, non cardé ni peigné: égrené» (expression consacrée) tient le haut du pavé des exportations du Togo. Au premier trimestre, l'or blanc envoyé à l'extérieur à partir des services douaniers togolais est estimé à 46.134.496 kilos représentant, en valeur, 38.300.336.871 francs Cfa. Et d'avril à juin, on en a sorti pour 63.060.067 kilos équivalant à 54.160.710.962 francs Cfa. Il faut aisément noter que le poids à l'exportation n'inclut pas exclusivement le coton togolais puisque la production cotonnière locale de la campagne précédente n'a atteint que 46.800 tonnes, alors que celle de la campagne en cours (2011-2012) est projetée à 80.000 tonnes. Il y a donc eu du coton burkinabé, malien et d'ailleurs qui s'en est royalement mêlé. Au bénéfice des recettes douanières. Quant aux phosphates, socle de l'économie togolaise des années 70 jusqu'à la fin des années 80 où ils contribuaient pour plus de la moitié aux recettes d'exportations, avant la chute, ils occupent le second rang au premier trimestre avec 6.142.250 kilos exportés, soit 8.428.925.553 francs Cfa. Au second trimestre 2011, ils sont absents ou peut-être trop insignifiants pour figurer parmi les cinq premiers produits. Toujours entre janvier et mars, les «ciments portland autres que blancs», les «autres engrais minéraux ou chimiques, N.D.C.A» et les «autres produits de beauté, de maquillage, solaires ou pour la peau» tiennent respectivement les 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> rangs avec 122.315.472 kilos (7.939.960.400 francs Cfa), 25.250.000 kilos (7.860.631.200 francs Cfa) et 2.106.752 kilos (3.721.827.890 francs Cfa).

Au second trimestre, les cinq premiers produits exportés, dans l'ordre décroissant, sont le «coton, non cardé ni peigné: égrené», les «ciments non pulvérisés dits «clinkers», même colorés», les «ciments portland autres blancs», les «autres engrais minéraux ou chimiques, N.D.C.A» et «l'or non monétaire, y compris l'or platine, sous autres formes brutes». En valeur, respectivement, ils sont estimés à 54.160.710.962 francs Cfa pour 63.060.067 kilos, 24.716.670.000 francs Cfa pour 620 millions de kilos, 9.294.432.720 francs Cfa pour 142.551.040 kilos, 8.512.019.152 francs Cfa pour 28.781.000 kilos et 5.190.355.000 francs Cfa pour 5.154 kilos.

En glissement annuel, le coton n'a pas lâché avec ses 49.743.458

kilos exportés au second trimestre 2010, équivalant à 33.890.598.883 francs Cfa. Il est suivi du «sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciments» pour 613.862.608 kilos (29.555.631.892 francs Cfa), des «engrais» pour 39.951.550 kilos (9.143.006.750 francs Cfa), des «matières plastiques et ouvrages en ces matières» pour 7.429.055 kilos (5.678.525.901 francs Cfa) et la «fonte, fer et acier» pour 17.787.670 kilos (4.614.221.940 francs Cfa).

Il faut rappeler qu'au dernier trimestre 2010, les «phosphates de calcium ou aluminocalciques naturels et craies, non moulus» ont été relégués au second par les «autres vêtements en bonneterie d'autres matières textiles». Avec 353.885.000 kilos (4.711.735.700 francs Cfa) et 1.813.917 kilos (7.211.631.600 francs Cfa). Tour à tour, «l'or non monétaire, y compris l'or platine, sous autres formes brutes» et les «ciments portland autres blancs» ont chuté en poids : 2.551 kilos (2.571.454.000 francs Cfa) et 60.640.894 kilos (4.053.214.000 francs Cfa). De façon générale, le classement des produits est dicté par la valeur du produit exporté. Leur poids est aléatoire.

Pour le premier trimestre, le Togo a exporté davantage vers la Chine, le Burkina Faso, le Bénin, le Niger et l'Inde. Ceci pour, respectivement, 31.702.847 kilos (14.937.814.823 francs Cfa), 42.503.318 kilos (11.806.920.646 francs Cfa), 50.311.799 kilos (10.064.507.592 francs Cfa), 82.138.693 kilos (8.800.543.231 francs Cfa) et 15.180.624 kilos (8.755.687.553 francs Cfa). Au 2<sup>ème</sup> trimestre, le Ghana voisin a pointé le nez parmi ceux qui ont beaucoup pris chez le Togo, et occupe la 3<sup>ème</sup> place, avec 306.292.964 kilos et 15.920.399.406 francs Cfa. Juste derrière le Burkina Faso qui en a consommé pour 336.160.683 kilos, soit 19.835.948.049 francs Cfa. Le voisin de l'Est, le Bénin, est maintenant décalé à la 4<sup>ème</sup> position, avec 12.781.390.740 francs Cfa (69.986.020 kilos), et le Niger ferme la marche avec 11.917.489.637 francs Cfa pour 99.262.981 kilos.

### A l'importation

Au premier trimestre 2011, le Togo a plus importé les «ciments non pulvérisés dits «clinkers», même colorés». Et ce, pour une valeur de 13.817.187.458 francs Cfa et un poids de 356.650.660 kilos. Les «huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil» viennent en seconde position avec 25.169.649 kilos, valant 9.857.842.631 francs Cfa. Ensuite, les «autres médicaments en doses (produits des N 30.02, 30.05, 30.06 exclus)», le «fil machine en fer ou en acier non allié circulaire de diamètre <14 mm» et les «autres engrais minéraux ou chimiques, N.D.C.A». Respectivement, pour ces trois dernières places, on en a importé pour 659.456 kilos (5.309.495.917 francs Cfa), 15.197.231 kilos (4.973.398.456 francs Cfa) et 13 millions de kilos (3.769.981.666 francs Cfa).

Entre avril et juin, les «huiles lourdes à l'exclusion des huiles lubrifiantes : gas-oil» ont progressé pour tenir le premier rang, avec 12.554.762.752 francs Cfa pour 27.436.537 kilos. Suivis des «ciments non pulvérisés dits «clinkers», même colorés» (9.021.654.869 francs Cfa et 233.294.850 kilos), des «autres médicaments en doses (produits des N 30.02, 30.05, 30.06 exclus)». Les «autres articles en bonneterie : moustiquaires imprégnées» viennent en 4<sup>ème</sup> position des produits importés, pour 1.957.190 kilos, et ont valu 5.862.473.349 francs Cfa. Enfin, les «autres véhicules du N°87.03» ferment ce classement des cinq premiers, pour 4.142.786.788 francs Cfa (2.888.800 kilos).

En glissement annuel, tous ces produits ont disparu au profit d'autres. Ainsi, les «combustibles minéraux, huiles, cires minérales, matières bitumineuses», les «machines électriques, appareils d'émission-réception radio/TV», le «sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciments», les «voitures automobiles et autres véhicules terrestres ; parties, accessoires» et les «appareils d'optique, de précision, médico-chirurgicaux ; parties, accessoires» ont été prisés durant le second trimestre 2010. Le tout

pour 352.189.936 kilos, représentant 59.843.065.067 francs Cfa.

Au rang des pays importateurs du Togo, la Chine garde la main sur les deux premiers trimestres de l'année. De janvier à mars, la puissance asiatique en a envoyé au pays de Faure Gnassingbé pour 43.143.196 kilos, équivalant à 19.428.244.446 francs Cfa, alors que, d'avril à juin 2011, elle en a fait plus, soit 49.601.818 kilos et 23.636.558.715 francs Cfa. Durant le premier trimestre, la Chine est suivie de la France (26.756.974 kilos et 18.530.454.933 francs Cfa), des Pays-Bas (21.241.434 kilos et 8.174.373.425 francs Cfa), de la Belgique (11.764.658 kilos et 7.423.650.484 francs Cfa) et la Thaïlande (164.800.394 kilos et 7.078.151.552 francs Cfa). Au second trimestre, deux pays se sont introduits. Du coup, de la 2<sup>ème</sup> à la 5<sup>ème</sup> place, les pays qui ont plus convoyé leurs produits vers le Togo sont la France (27.801.701 kilos et 17.564.186.004 francs Cfa), les Etats-Unis (4.794.166 kilos et 8.655.891.996 francs Cfa), l'Espagne (29.883.105 kilos et 5.328.309.178 francs Cfa) et la Belgique (9.188.806 kilos et 4.905.720.907 francs Cfa).

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le Togolais garde sa préférence aux produits venus de l'Europe et d'Asie. Les produits sous-régionaux percent difficilement nos cœurs.

### Lutte contre les Maladies non transmissibles (MNT)

## Les nouvelles préoccupations de l'Autorité publique en matière de santé

\* 63% des 57 millions de décès en 2008 sont dus aux MNT.

\* Les maladies non transmissibles tueront 52 millions de personnes en 2030.

Le mardi 13 septembre 2011 ont été publiés à Lomé les résultats de la première enquête STEPS sur les Maladies non transmissibles (MNT) au Togo, sous le regard du ministre de la Santé, le Pr Charles Kondi Agba, mais avec l'appui technique et financier de l'Organisation mondiale de la santé (Oms) et de l'Organisation ouest africaine de la santé (Ooas). La démarche était destinée à actualiser les données du Togo sur les maladies cardio-vasculaires, le diabète, les cancers, le tabagisme et les affections respiratoires chroniques – ainsi nommés «maladies non transmissibles» –, dans le cadre de la préparation du pays au Sommet de haut niveau des Nations Unies sur la prévention et le contrôle des MNT du 22 septembre à New-York, aux Etats-Unis. L'enquête, qui a porté sur un échantillon de 4 800 Togolais de la tranche d'âge de 15 à 64 ans, a révélé, entre autres, que la prévalence de l'hypertension

artérielle (HTA), principal facteur de risque des accidents vasculaires cérébraux et des crises cardiaques, est de 19,6%, celle du diabète de 1,6% et le tabagisme de 6,8%. «Cette enquête dévoile aussi que 9 Togolais sur 10 consomment moins de 5 portions de fruits et de légumes par jour recommandés par l'OMS et que la plupart des Togolais ayant un facteur de risque biologique de MNT méconnaissent leur statut», soulignent les résultats.

Officiellement, l'on admet que l'ampleur des MNT a été longtemps méconnue au Togo, avec des données disparates et non suffisamment prises en compte dans l'élaboration des stratégies de lutte contre la maladie. Mais une attention sur le diabète permet, par exemple, de constater une progression de la maladie, confirmée aussi bien au niveau hospitalier (6% de taux de prévalence) que dans la région Lomé Commune (1,79% en 1998

et 2,6% en 2006). Le diabète de type 2 est la forme prépondérante – plus de 70% des cas –. Celui de type 1, qui touche essentiellement les enfants et les adolescents, représente 10 à 18% des cas. Plus encore, la disponibilité en médicaments reste financièrement peu accessible pour la majorité des malades. D'autant que le traitement moyen avoisine les 500.000 francs Cfa par an, indique-t-on au ministère de la Santé.

Reste alors à passer à la phase pratique des engagements pris par les autorités togolaises, dans une dynamique mondiale, pour lutter contre les maladies non transmissibles. Pour rappel, en décembre 2010, les élus du peuple avaient adopté une loi anti-tabac dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention cadre de la lutte contre le tabagisme. En outre, sur le plan régional et international, en prélude au sommet de New-York, le Togo a pris part à la consultation

(suite à la page 5)

D'après la Banque centrale

## La croissance du PIB togolais attendue à 4,5% en 2012

Jean Afolabi

De 3,4% en 2009 à 3,9% prévu en 2011, la croissance du Produit intérieur brut (PIB) du Togo est attendue à 4,5% l'année prochaine. C'est ce qu'indique le Rapport sur la Politique monétaire dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) publiée cette semaine par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao). Ce chiffre est loin des 7,5% rêvés pour répondre véritablement aux besoins du pays, mais avouons qu'il est croissant, et 2012 se situe au même niveau que le Bénin (4,5%), la Guinée-Bissau (4,5%) et pas très loin du Sénégal (4,8%). Dans l'ensemble, la moyenne de l'Union se situerait à 5,3%, précise la Banque centrale.

Parmi les pays de l'Union, seuls le Burkina Faso et le Niger ont fait des efforts spectaculaires. De 3,2% en 2009, le Burkina Faso est subitement passé à 7,9% l'année suivante, pour une baisse de 2,7 points prévue à la fin de cette année et une prévision à 6,4% en 2012. Quant au Niger, il était à une croissance négative en 2009, à -

0,9%. Pour rebondir, il passe à 8,0% en 2010, puis à 5,2% prévus pour fin 2011 et 6,2% pour 2012. De tous les huit Etats de l'Union économique et monétaire ouest africaine, c'est la Côte d'Ivoire qui tire véritablement les chiffres vers le bas. Sa croissance négative à -6,3% prévue à fin 2011 ramène la moyenne de l'Union à 1,0%. Tous les commentaires pointent du doigt la crise postélectorale du début de cette année qui a bousculé toutes les prévisions. Tout compte fait, la tendance est à un décollage de la croissance de l'Union. La moyenne se situerait à 5,3% en 2012, presque deux fois 2009 (3,0%)

D'après la Banque centrale, les risques potentiels pouvant peser sur la croissance économique de l'Union portent autant sur les facteurs d'ordre interne qu'externe. Il s'agit notamment des facteurs de la volatilité des cours des matières premières, qui pourrait induire une instabilité des recettes budgétaires des Etats membres de l'Union et perturber le bon déroulement de l'exécution des projets d'investissement ; du reflux des appuis financiers extérieurs, notamment l'aide au développement,

en liaison avec les mesures de réduction des déficits budgétaires engagées par certains pays donateurs ; ou encore de la baisse des transferts des migrants, imputable à la détérioration des perspectives de croissance économique et à une nouvelle détérioration de la situation sur le front de l'emploi dans les pays d'accueil des travailleurs émigrés. Il s'agit également des difficultés d'organisation de la campagne de commercialisation agricole, en raison de la lenteur dans la mise en œuvre des réformes requises ; de la persistance des déficits dans la disponibilité de certains facteurs de production, en particulier l'énergie électrique ; ou de la survenue d'aléas climatiques, notamment les inondations et la sécheresse, pouvant affecter les perspectives de production agricole.

La relance de l'activité économique restera également tributaire, dans certains pays, de la consolidation de la stabilité socio-politique, et de leur aptitude à accélérer le processus visant à améliorer le climat des affaires.

Secteur financier togolais

## Des banques sans le niveau minimum de capital social requis

Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers

Malgré la mesure de relèvement du capital minimum prise par les autorités de l'Union monétaire ouest africaine (UMO) et l'effort de recapitalisation, le système bancaire togolais continue d'accuser des faiblesses. A l'heure actuelle, certaines banques ne respectent pas le niveau minimum de capital social, fixé à 5 milliards de francs Cfa au 31 décembre 2010. La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) faisait le constat que la contribution du secteur bancaire de l'Union au financement de l'économie, mesurée par le rapport entre les crédits à l'économie et le produit intérieur brut (PIB), a reculé de 23% en 1993 à 19% en 2008. Aussi, à titre de solution intermédiaire, a-t-elle proposé au Conseil des Ministres, qui l'a adopté, le relèvement du capital social minimum des banques de 1 milliard à 10 milliards de francs Cfa en 2011. Avec le délai de fin décembre 2010 accordé comme une phase intermédiaire pour porter ce capital, dans un premier temps, à 5 milliards de francs. Et ce, afin d'accroître la capacité des banques dans la mise en place de financement de plus long terme.

En outre, d'autres banques togolaises éprouvent des difficultés pour le respect de la norme de

représentation du capital minimum et le ratio fonds propres/actifs de 8%. Bien que le ratio créances improductives/créances totales brutes ait considérablement baissé grâce à la recapitalisation et à la titrisation, il reste relativement élevé (13,7%). C'est la sous-capitalisation des banques togolaises. Et, suivant les chiffres de la BCEAO, le capital social est passé de 17,85 millions de francs Cfa en 2005 à 63,17 millions de francs Cfa en 2010, passant par les 25,35 millions de francs Cfa en 2007 et les 46,98 millions de francs Cfa en 2009. De 2005 à 2010, les fonds propres de base sont passés de -5,69 millions de francs Cfa à 62,76 millions de francs Cfa.

En 2005, 2006 et 2007, le système bancaire togolais était globalement insolvable. Le ratio fonds propres de base sur actifs pondérés ressortait négatif du fait des fonds propres négatifs liés à l'accumulation de prêts improductifs,

notamment aux entreprises publiques (-2,06% en 2005, -2,88% en 2006 et -1,43% en 2007). Après une recapitalisation bancaire initiale en 2004 (d'un coût de 4,4% du PIB) qui s'est révélée insuffisante, l'Etat a entièrement recapitalisé les banques publiques à la fin 2008 pour un coût de 6,2% du PIB, sur les conseils de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. L'Etat a également pris en charge les créances improductives. Ce qui a permis d'améliorer le ratio fonds propres de base sur actifs pondérés qui est passé de 11,72% en 2008 à 12,72% en 2010, contre 10,55% en 2009. Il faut rappeler qu'un bon nombre de banques locales est marqué par une surliquidité, à l'exception de quelques-unes, se traduisant par un excédent de trésorerie et une augmentation continue des dépôts auprès de la BCEAO, au-delà des réserves obligatoires requises.

Activités du secteur agricole dans l'UEMOA

## Le Niger améliore de 77,9%, le Togo de 0,3%, le Bénin recule de 9,8%

La campagne agricole 2010/2011 s'est globalement bien déroulée, affirme la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (Bceao) qui fait un état des lieux. Les données communiquées par les Services officiels, à fin juin 2011, indiquent une progression de 12,6% de la production vivrière. Concernant les cultures de rente, les productions des principales spéculations se sont également accrues, à l'exception de celle du café.

La production vivrière est ressortie

à 44.686.171 tonnes au terme de la campagne 2010/2011, contre 39.687.420 tonnes un an plus tôt. Cette tendance haussière est observée dans l'ensemble des pays, à l'exception du Bénin et du Sénégal où les récoltes ont reculé respectivement de 9,8% et 7,1% d'une campagne à l'autre, à la suite des conditions climatiques peu favorables et de la baisse des superficies emblavées pour certaines cultures.

Les meilleurs résultats ont été

réalisés au Niger (77,9%), au Burkina (26,5%), au Mali (17,4%) et en Guinée-Bissau (11,8%), en relation avec la bonne tenue de la production céréalière, notamment le riz au Mali et en Guinée-Bissau. Au Niger, la hausse est imputable à la bonne répartition des précipitations et à l'efficacité de la lutte contre certaines variétés d'insectes nuisibles aux cultures. En Côte d'Ivoire et au Togo, la production s'est accrue respectivement de 3,3% et 0,3%.

## 75,79 milliards Cfa de crédits attendus de la microfinance en 2012

C'est ce qui ressort de la Stratégie nationale de microfinance pour la période 2008-2012. Après la première stratégie de développement entre 2004-2007, l'actuelle veut favoriser l'accès à des services de microfinance viables et pérennes à une majorité des ménages pauvres ou à faibles revenus et à des micro-entrepreneurs sur l'ensemble du territoire togolais. Et ce, grâce à des

et 64,564 milliards en 2008. L'amélioration attendue de la microfinance devra porter le nombre des bénéficiaires de 823.776 en décembre 2010 à 900.911 en 2012. Ce qui représentera un accroissement de plus de 9%. Le tout sur la base statique des 81 SFD actuelles.

Il faut noter que la FUCEC-TOGO tient toujours la barre, au 31 décembre 2010, avec 49,997

(CAS-IMEC) et le Comité national de la microfinance sont les instances administratives qui opèrent, avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO) et l'Association professionnelle des institutions de microfinance (APIM), dans le contrôle et la promotion des IMF. Au rang des facteurs entravant leur développement, on cite l'absence d'un code de déontologie et d'une convention collective, les difficultés d'identification des clients (la plupart n'ayant pas de pièce d'identité), la non-fiabilité des garanties et la non-disponibilité des titres de propriété des clients, les problèmes de gouvernance au sein de certaines IMF (non-maîtrise de la gestion des risques, ...), l'inefficacité des outils de gestion, l'insuffisance des ressources financières pour répondre aux besoins de la clientèle, les taux d'intérêt trop élevés, décriés par les clients, l'Etat, les partenaires, la non-diversification de l'offre de services à la clientèle du secteur rural, de l'habitat, etc. Sans oublier la timide reprise des activités économiques du pays, le manque de structures de promotion et d'encadrement des promoteurs, l'insuffisance de partenaires et bailleurs de fonds pour le financement de la Stratégie nationale de microfinance, l'insuffisance dans la mission de la CAS-IMEC, la faible articulation entre banques et IMF...

SANTÉ

Par Maurille Aféri

## Le rhume

### Symptômes du rhume

Un mal de gorge, qui est généralement le tout premier symptôme.

Des éternuements et une congestion nasale.

Un écoulement nasal (rhinorrhée) nécessitant de se moucher souvent. Les sécrétions sont plutôt claires.

Une légère fatigue.

Les yeux larmoyants.

De légers maux de tête.

Parfois, une toux.

Parfois, un peu de fièvre (environ un degré au-dessus de la normale).

Une respiration sifflante chez les enfants qui font de l'asthme.

### Les personnes à risque

Les jeunes enfants : la plupart des enfants ont un premier rhume avant l'âge de 1 an et demeurent particulièrement vulnérables jusqu'à ce qu'ils aient 6 ans, en raison de l'immaturation de leur système immunitaire. Le fait qu'ils soient en contact avec

d'autres enfants (à la maternelle, à la garderie ou à la crèche) augmente aussi leur risque d'attraper le rhume. Avec l'âge, les rhumes deviennent moins fréquents.

Les personnes dont le système immunitaire est affaibli par un médicament ou une maladie. En outre, les symptômes sont plus prononcés chez ces personnes.

### Mesures d'hygiène

Se laver régulièrement les mains et apprendre aux enfants à en faire autant. Il s'agit du principal moyen de prévenir le rhume.

Ne pas partager les objets personnels (verre, vaisselle, gant de toilette, etc.) d'une personne enrhumée et éviter de se trouver trop proche d'elle.

Ne pas porter ses mains au visage.

Se couvrir la bouche et le nez d'un mouchoir lorsqu'on tousse ou éternue, ou tousser dans le creux de son coude.

Si possible, rester à la maison lorsqu'on est malade pour ne pas contaminer les autres.

(à suivre)



Kokoumey Fédy, Directeur Général de la FUCEC-TOGO

structures de financement décentralisé (SFD) viables et intégrées dans le marché financier national. Ainsi, de 58,076 milliards de francs Cfa à la fin 2008 à 72,745 milliards de francs Cfa en 2010, en passant par les 59,761 milliards de 2009, l'encours des crédits est projeté en 2012 à 75,791 milliards de francs Cfa. Soit une croissance de 30%. L'encours des dépôts, lui, est attendu à 80,170 milliards de francs Cfa (24%). A la fin 2010, il était de 79,495 milliards de francs Cfa, contre 64,819 milliards en 2009

milliards de francs Cfa d'encours des dépôts et 40,618 milliards de francs Cfa d'encours des crédits. Elle est suivie de WAGES avec ses 6,247 milliards de francs Cfa en dépôts et 10,115 milliards de francs Cfa en crédits.

Au Togo, les institutions de microfinance (IMF) sont régies par les textes communautaires, la loi n°95-014 du 14 juillet 1995 et son décret d'application du 10 avril 1996. A ce jour, la Cellule d'appui et de suivi des institutions mutualistes d'épargne et de crédit

Rapport 2011 de la Banque mondiale sur le Développement dans le Monde

## L'égalité des genres : un objectif fondamental et un atout pour l'économie

Rendu public ce 19 septembre 2011, le rapport mentionne que, malgré les progrès considérables accomplis au plan de l'égalité des genres, les populations pauvres des pays en développement affichent chaque année un «déficit» de près de 4 millions de femmes. L'égalité entre les hommes et les femmes est un objectif de développement fondamental en soi. Elle est aussi un atout pour l'économie. Les pays qui améliorent les opportunités et la situation des femmes et des filles peuvent accroître leur productivité, améliorer les conditions de vie de leurs enfants, rendre leurs institutions plus représentatives et renforcer les perspectives de développement pour tous, explique le texte.

Le **Rapport sur le développement dans le monde 2011 : Égalité des genres et développement** décrit les importants progrès accomplis dans le cadre des efforts déployés pour réduire les inégalités entre les hommes et les femmes, mais il montre aussi que des disparités persistent dans de nombreux domaines. La plus criante est l'écart entre le taux de mortalité des filles et des femmes et celui des hommes dans les pays en développement. À l'échelle des pays

à faible revenu et à revenu intermédiaire, le surcroît de mortalité féminine après la naissance et le «déficit» de filles à la naissance est estimé, chaque année, à 3,9 millions de femmes. Environ 2/5 de ces femmes ne sont jamais nées en raison de la préférence pour les garçons, 1/6 décèdent durant leur petite enfance et plus du 1/3 meurent durant leurs années reproductives. La situation s'aggrave en outre en Afrique subsaharienne, en particulier dans les pays durement touchés par le VIH/SIDA.

«Nous devons parvenir à l'égalité des genres», explique le Président du Groupe de la Banque, Robert B. Zoellick. «Au cours des cinq dernières années, le Groupe de la Banque mondiale a contribué un montant de 65 milliards de dollars pour promouvoir l'éducation des filles, la santé des femmes et l'accès de ces dernières au crédit, à la terre, aux services agricoles, à l'emploi et aux infrastructures. Ces efforts sont certes importants, mais ils ne sont pas à la hauteur des besoins et n'occupent pas une place suffisamment centrale dans notre programme d'action. À l'avenir, le Groupe de la Banque mondiale intégrera systématiquement les



Les femmes rurales, souvent oubliées dans les politiques de développement

questions d'égalité des genres dans ses activités et trouvera de nouveaux moyens de promouvoir les actions en ce domaine pour permettre à la moitié de la population de la planète de réaliser pleinement son potentiel».

Le rapport fournit des exemples des progrès que pourraient réaliser les pays en s'attaquant aux disparités entre les hommes et les femmes : (i) Assurer aux agricultrices le même accès et le même traitement qu'aux agriculteurs permettrait d'accroître le rendement du maïs de

11 à 16% au Malawi et de 17% au Ghana. (ii) Renforcer les droits de propriété des femmes au Burkina Faso aurait pour effet d'accroître la production agricole totale des ménages d'environ 6%, sans aucun apport de ressources supplémentaires, uniquement en réaffectant des ressources (engrais et main-d'œuvre) de la population masculine à la population féminine. (iii) Selon les estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), donner aux agricultrices et aux agriculteurs le même accès aux ressources productives pourrait entraîner un accroissement de la production agricole de l'ordre de 2,5 à 4% dans les pays en développement. (iv) L'élimination des obstacles à l'emploi de femmes dans certaines professions ou dans certains secteurs aurait des effets positifs similaires, en réduisant l'écart de productivité entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins d'un tiers, voire même de moitié et en accroissant la production individuelle de 3 à 25% dans un large éventail de pays.

«Empêcher les femmes et les filles d'acquiescer les compétences et de générer les revenus nécessaires pour réussir dans une économie mondialisée est non seulement injuste mais aussi préjudiciable sur le plan économique», note Justin Yifu Lin, Économiste en chef de la Banque mondiale et premier Vice-président, Économie du développement. «Il est essentiel d'assurer un partage égal des fruits de la croissance et de la mondialisation entre les hommes et les femmes pour pouvoir atteindre les grands objectifs de développement».

Le rapport note également que, au cours des 25 dernières années, le monde a réussi à réduire dans une mesure appréciable les disparités entre les genres dans les domaines de l'éducation et de la santé et sur le marché du travail. Les écarts entre les garçons et les filles dans l'enseignement primaire se sont résorbés dans presque tous les pays. Dans le secondaire, ils diminuent rapidement et dans de nombreux pays, notamment en Amérique latine, dans les Caraïbes et en Asie de l'Est, ce sont maintenant les garçons et les jeunes hommes qui sont en moins bonne posture. Dans le monde en développement,

les filles sont désormais plus nombreuses que les garçons à poursuivre des études secondaires dans 45 pays, et l'on compte davantage de jeunes femmes que d'hommes dans les universités de 60 pays. Des progrès similaires ont été accomplis en ce qui concerne l'espérance de vie : dans les pays à faible revenu, les femmes non seulement vivent plus longtemps que les hommes, mais ont aussi allongé leur durée de vie de 20 ans par rapport à 1960. Enfin, dans de nombreuses régions du monde, les disparités entre les taux d'activité des hommes et des femmes ont diminué, plus d'un demi-milliard de femmes étant entrées dans la population active au cours des 30 dernières années.

Les disparités qui persistent concernent la faiblesse relative des taux de scolarisation des filles défavorisées ; les disparités au niveau de l'accès aux opportunités économiques et des revenus, que ce soit sur le marché du travail, dans l'agriculture ou dans l'entreprise ; et les différences marquées entre l'influence qu'ont les hommes et les femmes au sein du ménage et dans la société.

Le rapport fait valoir que la structure des progrès et la persistance des efforts déployés pour éliminer les disparités entre les genres sont importantes pour les politiques de développement. L'augmentation des revenus contribue à réduire certains écarts, par exemple dans l'éducation. Au fur et à mesure que les écoles se développent et que les possibilités d'emploi augmentent pour les jeunes femmes, les parents constatent qu'il est manifestement avantageux d'éduquer leurs filles. Trop souvent, toutefois, les marchés et les institutions (y compris les normes sociales concernant les travaux ménagers et les soins à la famille) conjuguent leurs effets à ceux des décisions prises par les ménages pour perpétuer les disparités entre les hommes et les femmes. À cet égard, les écarts entre les revenus des hommes et des femmes restent profondément enracinés et perdurent dans la majeure partie du monde.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2011 prône la poursuite d'une action dans quatre domaines afin de : 1) s'attaquer aux questions de **capital humain**, telles

que le **surcroît de mortalité des filles et des femmes** et les poches d'**inégalités** qui persistent dans le domaine de **l'éducation** ; 2) **combler les écarts entre les niveaux de rémunération et la productivité** des femmes et des hommes ; 3) **accroître l'influence des femmes** au sein du ménage et dans la société ; et 4) **lutter contre la perpétuation des disparités entre les hommes et les femmes** d'une génération à la suivante.

«La poursuite d'une action publique nationale ciblée reste essentielle à la promotion de l'égalité des genres», explique Ana Revenga, Codirectrice du Rapport sur le développement dans le monde. «Et, pour être efficaces, les stratégies devront s'attaquer aux causes profondes des disparités entre les genres. Face à certains problèmes, comme l'ampleur de la mortalité maternelle, il faudra renforcer les institutions qui assurent la prestation des services. Pour d'autres, comme l'accès inégal aux opportunités économiques, des mesures devront être prises dans le but de s'attaquer aux multiples obstacles - sur les marchés et au sein des institutions - qui confinent les femmes dans des emplois peu productifs et peu rémunérés».

Pour assurer la poursuite des progrès au plan de l'égalité des genres, la communauté internationale doit compléter les efforts nationaux dans chacun de ces quatre domaines d'action prioritaires. Elle peut aussi soutenir la poursuite d'interventions publiques basées sur des éléments concrets en appuyant les efforts visant à améliorer les données, évaluer les impacts et encourager l'apprentissage.

Le rapport recommande aux responsables de l'action publique de s'attaquer aux disparités entre les genres les plus tenaces qui ne peuvent être éliminés uniquement par une hausse des revenus. C'est en remédiant à ces problèmes que les avancées au plan du développement seront probablement les plus importantes et que la réorientation de l'action publique sera la plus productive.

«Les partenaires de développement peuvent appuyer les politiques nationales de diverses manières, en accroissant leur appui financier, en encourageant l'innovation et en renforçant leurs partenariats», note Sudhir Shetty, Codirecteur du Rapport sur le développement dans le monde. «L'offre de financements supplémentaires à l'appui de la fourniture d'eau potable, de l'assainissement et de services de santé maternelle, par exemple, aidera les pays les plus pauvres. La poursuite de nouvelles expériences, l'évaluation systématique des interventions et l'amélioration des données sexospécifiques pourront fournir des indications sur la manière d'améliorer l'accès des femmes aux marchés. Enfin, il serait profitable d'élargir les partenariats pour inclure le secteur privé, des groupes de la société civile et les centres universitaires».

### Lutte contre les Maladies non transmissibles (MNT)

## Les nouvelles préoccupations de l'Autorité publique en matière de santé

(suite de la page 3)

régionale ministérielle AFRO sur la prévention et la prise en charge des MNT à Brazzaville, au Congo, du 4 au 6 avril 2011, qui a été sanctionnée par une Déclaration. A la fin du même mois, le pays a participé à la première conférence ministérielle mondiale de Moscou sur les modes de vies sains et la lutte contre les MNT, avant d'être à Genève, le 18 mai, pour la rencontre sur les MNT. Les autorités visent en fait New-York comme l'occasion pour elles «de renforcer le système de surveillance du pays contre la maladie et d'impliquer tous les acteurs - gouvernement, secteurs public et privé, société civile et partenaires au développement - dans cette action mondiale», admet-on au ministère de la Santé. Et ceci dans la droite ligne de la Déclaration de Brazzaville.

Il était décidément temps car, les maladies non transmissibles devenaient finalement un défi au développement et dans la lutte pour l'amélioration de la santé mondiale, et menacent de compromettre les Objectifs mondialement convenus, affirme le ministre Charles Kondi Agba. Au-delà du problème classique de santé publique, ces maladies seraient devenues un problème économique et politique. Et leur recrudescence à l'échelle mondiale en fait désormais la toute première cause de mortalité dans le monde. En 2008, d'après un rapport de l'Organisation mondiale de la santé publié en 2010, les maladies non transmissibles ont fait



Photo: L'Union

Charles Kondi Agba, Ministre de la Santé

36 millions de morts, soit 63% des 57 millions des décès enregistrés au total au cours de cette même année.

A Brazzaville, la Déclaration - signée le 6 avril 2011 - faisait obligation aux Etats de la Région africaine de l'OMS d'orienter les systèmes nationaux de santé «vers la promotion de modes de vie plus sains et le soutien aux individus, aux familles et aux communautés dans le cadre des soins de santé primaires afin de répondre efficacement aux problèmes complexes sociaux, culturels et comportementaux associés aux MNT». Des ressources financières, à la hauteur du fardeau des MNT, devraient être allouées à partir du budget national et dédiées pour soutenir la prévention primaire et la prise en charge des MNT en utilisant l'approche des soins de santé primaires et en établissant des mécanismes novateurs de

financement durable, aussi bien en interne qu'en externe. Au finish, la prévention et la prise en charge des MNT pourraient être incluses dans tous les futurs objectifs mondiaux de développement.

Au cabinet du ministre Agba, on soutient que les épidémies de maladies non transmissibles sont alimentées par une combinaison de facteurs de risque croissant comme le tabagisme, les mauvaises habitudes alimentaires, la sédentarité et les effets nocifs de la consommation d'alcool. En 2030, elles seront responsables, prévisions à l'appui, de 52 millions de décès. Le constat est que les personnes atteintes de maladies non transmissibles meurent souvent jeunes. Les MNT se distinguent des Maladies tropicales négligées (MTN), que sont les filarioses, l'onchocercose (cécité des rivières), la trypanosomiase, la bilharziose, etc.

FOOTBALL/ANGLETERRE

## Tottenham : Emmanuel Adebayor déjà adopté

*Pas facile de se faire une place à Tottenham quand on vient d'Arsenal, l'ennemi juré. Emmanuel Adebayor est en train de réaliser cet exploit à force de travail et, bien sûr, de buts. Trois en deux matches pour l'attaquant togolais, en pleine renaissance après une saison difficile à Manchester City puis au Real Madrid.*

### G.V/Chronofoot

Deux titularisations, trois buts. Emmanuel Adebayor n'a pas mis bien longtemps à avoir un impact sur les résultats de Tottenham, vaincu depuis que le Togolais s'est fait une place dans le onze-type des Spurs. Lui, l'ancien Gunner, est déjà en train de se faire un nom à White Hart Lane.

Ce n'était pourtant pas évident. Car, après 142 matches et 62 buts, Adebayor était pour toujours marqué par son passage à Arsenal, l'ennemi séculaire des Spurs. Mais Harry Redknapp, le coach du club du Nord de Londres, avait confiance. "Emmanuel Adebayor souhaitait prendre un bon départ, ce but est fantastique pour lui. Je crois qu'il peut devenir un grand héros de Tottenham, expliquait le technicien anglais lors du premier but d'Adebayor sous ses nouvelles couleurs. Ecoutez, Patrick Vieira voulait venir à Tottenham, il y a deux ans. J'ai rencontré Patrick chez lui, autour d'une tasse de thé. Si Patrick Vieira voulait venir à Tottenham, n'importe qui peut venir à Tottenham, même si le joueur a porté les couleurs d'Arsenal voire fait partie de la légende des Gunners. Vous savez, ce sont des footballeurs professionnels, pas des meurtriers."

#### Redknapp est fan

Une semaine plus tard, l'ancien Monégasque remettait le couvert



face à Liverpool (4-0). Un joli doublé (68e, 93e) et voilà Adebayor qui se fait une place au soleil. Surtout que ces bonnes performances coïncident avec la bonne période des Spurs. Les fans semblent déjà sous le charme d'un attaquant que l'on avait pas vu à pareille fête depuis un moment. Sous le maillot de l'actuel onzième de Premier League, le Togolais a retrouvé des couleurs: son association avec Defoe fonctionne à merveille et Adebayor se met même à participer au travail de son équipe.

Un gros travail qui fait que Redknapp est déjà fan de celui que les supporters de Tottenham avaient conquis lorsqu'il était revenu avec

le Real Madrid. "Il a été fantastique contre Liverpool, comme il a été génial contre les Wolves la semaine dernière, explique-t-il. Sa passe pour Defoe, juste après la pause, était incroyable. Quelle vision ! Il voit tout, il a un cerveau pour le football et une jolie conscience de ce qui se passe. Il a marqué trois buts en deux matches et je ne vois pas pourquoi il devrait s'arrêter. Il peut finir à plus de 20 buts."

#### Trois buts en deux matches

Ade himself l'avoue : il se sent bien dans son nouveau club. "Je suis très heureux d'avoir marqué, c'est toujours important de mettre son premier but à domicile assez rapidement, assurait-il à Sky

Sports. Nous savions que ce serait un match compliqué parce que Liverpool est en forme. Nous nous étions dit que nous avions de bons joueurs devant, il suffisait de croire en nos qualités et de jouer notre propre football. Nous avons essayé de mettre le ballon au centre et d'utiliser notre mobilité. En mettant le ballon dans le dos de Carragher et Agger, on pouvait leur causer des problèmes."

Et l'intéressé, souvent taxé d'individualisme, semble s'être déjà fondu dans l'effectif. "Nous sommes bons en contre-attaques avec Modric, Kranjcar ou Bale et nous avons posé pas mal de problèmes à Liverpool. Et, surtout, nous avons eu le plus important: une victoire. Un attaquant, au mieux, aura trois occasions de marquer. Parfois, vous en mettez un ou deux. Mais je ne me suis pas inquiété quand j'ai loupé la première: je savais qu'il y en aurait d'autres. Il fallait rester concentrer pour le reste du match. Et je suis ravi d'avoir mis un doublé, a-t-il expliqué. Pas mal de joueurs et de clubs vont nous regarder différemment: ils vont voir qu'on a une bonne équipe avec des joueurs pleins de talent. Qu'on joue à la maison ou à l'extérieur, ce sera difficile parce que tout le monde sait ce que nous pouvons faire sur un terrain. Mais c'est bien: c'est un facteur de motivation et il nous faudra trouver des solutions." Et surtout des buts.

## FIFA/Issa Hayatou désigné président de deux commissions de la FIFA

Le président de la Confédération africaine de football, M. Issa Hayatou, a été désigné par la Fifa président du Comité d'organisation des tournois de football des Jeux Olympiques et président du bureau Goal Fifa, a-t-on appris.

Le bureau Goal Fifa est chargé d'administrer et superviser le programme Goal qui permet aux associations membres bénéficiaires de mettre en place des projets à même de développer le football dans ces pays.

Le président de la Caf, qui est par ailleurs vice-président de la Fifa, était président de la Commission d'organisation de la Coupe du monde, Afrique du 2010, la première organisée sur le continent africain.

M. Issa Hayatou est également membre du Comité international olympique (CIO) et vice-président de l'Union des confédérations sportives africaines.

## Bénin : Le Tas confirme la décision de la FIFA qui entérinait Moucharafou comme Président

Le Tas confirme la décision de la FIFA qui entérinait Moucharafou comme Président.

Dans une correspondance de la FIFA, datée du 16 Septembre 2011, adressée à la Fédération Béninoise de Football et avec copie au Ministre de la Jeunesse, des Sports et des Loisirs et à la Confédération Africaine de Football, confirme que M. Moucharafou Anjorin reste toujours le Président légitime de la Fédération Béninoise de Football.

" Nous avons transmis par courrier électronique le 14 septembre le jugement du tribunal arbitral du sport (TAS) qui a débouté M. Victorien Attolou dans son appel contre la FIFA.

Ceci signifie concrètement que la FIFA était dans son droit en proposant le processus qu'elle a ordonné entre décembre 2010 et avril 2011. Ceci implique dès lors que les résultats de l'Assemblée Générale du 15 Avril 2011 sont confirmés et que vous êtes le président légitime de la FBF.

Nous espérons que ce résultat positif permettra maintenant à la FBF de reprendre ses activités normalement. Il est notamment de première importance pour le développement du football béninois que les compétitions reprennent dès que possible."



Togotelecom

# COMMUNIQUE DE TOGO TELECOM

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'A COMPTER DU 07 AOUT 2011, LE PLAN DE NUMEROTATION TELEPHONIQUE NATIONAL VA CHANGER. LES NUMEROS DE TELEPHONES DE TOUT LE PAYS PASSENT DE 7 A 8 CHIFFRES.

DESORMAIS POUR JOINDRE UN CORRESPONDANT SUR LE RESEAU DE TOGO TELECOM, IL FAUDRA FAIRE PRECEDER L'ANCIEN NUMERO DU CHIFFRE " 2 ".

POUR PLUS D'INFORMATIONS, APPELEZ LE 80 00 19 19 OU CONSULTEZ NOTRE SITE WEB : [www.togotelecom.tg](http://www.togotelecom.tg)

**LA DIRECTION GENERALE**

Société

## Le marché des stimulants sexuels en pleine progression

**Etonam Sossou**

Si de par le passé se procurer un stimulant sexuel était un tabou, de nos jours, force est de constater que les consommateurs sont de plus en plus nombreux à sortir de l'ombre pour se les arracher sans vergogne en pleine surface. Car, il existe une gamme inépuisable de produits aphrodisiaques sur le marché togolais.

Jadis la cola était connue dans le milieu africain pour ses vertus aphrodisiaques, mais aujourd'hui, nos marchés sont inondés par des stimulants sexuels venus de Chine. La course à la molécule bleue viagra, créée en 1998 s'est presque arrêtée. Cet aphrodisiaque trop sollicité sur le marché n'est plus que l'ombre de lui-même. Car, il existe, de plus en plus, sur le marché d'autres excitants sexuels qui sont en train de lui ravir la vedette dans le monde des stimulants sexuels. Avancée thérapeutique ou battage commercial ?

Les remèdes anti-panne sexuelle sont nombreux et dépendent de chaque société. Cependant, dans notre pays, on rencontre généralement les herbes aphrodisiaques, ainsi que les poudres de perlimpinpin. A cette gamme de produits purement traditionnels s'est greffée une gamme de produits pharmaceutiques moins chers made in China. Ce sont entre autres le glacini, villacléni, Liptonni, Bambani, Ntefaraila, le Viagra, le

Potentiator, le Niflant, le sescofort, le Kamagra, Serrée, Kan kan kan pour les hommes, et le Norform, Eve, Gel intime et Today pour les femmes, bref la liste est interminable. En effet, leurs noms sont différents, mais leur fonction reste et demeure la même : booster l'appétit sexuel vorace des hommes et des femmes. On en trouve partout, ils sont exposés comme du petit pain dans nos lieux publics et autres coins de la capitale. Les jeunes n'ont plus le complexe d'en acheter. Pour les initiés, ce n'est pas la peine d'ouvrir la bouche, une simple claquette des doigts suffit pour faire comprendre à la promotrice de la pharmacie par terre le produit dont on a besoin.

### Une génération médicalement assistée

À en croire une pharmacienne tradithérapeute, il semble que les nouvelles générations sont toutes atteintes d'impuissance sexuelle et qu'elles ont toutes besoin de remédiation. Il s'avère que la saison froide est la période idéale pour la vente de ces produits, car elle permet de faire des marges bénéficiaires incroyables. Ce qui fait que les demandes prennent l'ascenseur et cela engendre inexorablement la hausse des chiffres d'affaires. Selon un pharmacien, le marché est en baisse ces derniers temps. Il a tenu quand même à nous présenter quelques produits en sa possession dans sa pharmacie. Il s'agit de libido Women, femme



rêve, bois bande, pour les femmes, et pour les hommes, c'est baoban, paradizhom procomil, pour la plupart importé d'Asie ou d'Europe. Il nous arrive cependant d'entendre : « Je n'arrive pas à la satisfaire », « je ne démarre pas », « je ne bande pas », ou encore « ça ne marche pas ». Inutile de préciser ce qui ne marche pas, ou ne démarre pas. Selon Dr. Agbétoményo Elom, lors des consultations, les patients souffrant de troubles sexuels n'abordent pas directement la question. « Ils commencent par parler de maux de reins ou de dos », dit-il. Pourtant, derrière cette gêne de s'exprimer de façon explicite, sur le sujet, se cachent de grands amateurs d'aphrodisiaques.

Clément A., étudiant à l'Université de Lomé ne tarit pas d'éloges sur le bienfait de ces produits. « J'utilise le viagra pour augmenter mes performances, je

se passer de moi », raconte-t-il, visiblement fier de ses « exploits ».

### Pharmacies par terre, les coins de ressourcement

Afoua est une professionnelle de la pharmacie par terre, un véritable vétérinaire de ce négoce. Elle exerce ce métier depuis près de deux décennies. Elle affirme être la fournisseuse numéro un d'un certain nombre de vieux nymphomanes, dont elle a tu les noms. Vu son âge avancé, ses clients sont, pour la plupart, les personnes de la même tranche d'âge qu'elle, ou plus. Car, tabous obligeant, les jeunes affirment être mal à l'aise lorsqu'ils demandent un produit pareil à des personnes âgées.

veux qu'elle sache que je suis un digne fils », confie-t-il, à cœur joie.

Didier dit avoir retrouvé sa virilité après avoir pris des aphrodisiaques. « Ma copine m'a dit que mon arsenal ne sert à rien, que je ne fais que la salir seulement. Je me suis vu humilié. Alors, je me suis confié à un médecin qui m'a prescrit un aphrodisiaque. Maintenant, je tiens le coup et elle ne peut plus

se passer de moi », raconte-t-il, visiblement fier de ses « exploits ». **Tout se passe dans la tête...** L'excitation et le désir sexuel s'attisent lorsque le cerveau est prédisposé à un rapport charnel, c'est alors que le produit agit efficacement sur la personne. La jouissance sexuelle reste donc un domaine à explorer. Ces molécules, de l'avis des spécialistes, ont une influence sur le cerveau de l'homme, puisqu'elles agissent directement sur l'hypothalamus, le centre cérébral du désir sexuel. Malgré le poids des tabous qui pèse sur les pratiques sexuelles des togolais, force est de constater que de nos jours, ils sont nombreux à manifester un engouement sans faille pour ces produits aphrodisiaques dont parfois les effets secondaires sont plus dangereux que les effets souhaités. En tout cas, beaucoup sont-ils à sortir de l'ombre des tabous pour venir chercher de quoi faire plaisir à leur partenaire.

**Afrique/Vih Sida**

## Le cas des enfants très préoccupant

Aujourd'hui, le VIH et le SIDA pédiatriques sont en passe d'appartenir au passé presque partout dans le monde. Partout, sauf en Afrique et dans quelques autres régions qui n'ont pu bénéficier d'une décennie de progrès réalisés dans l'utilisation de médicaments antirétroviraux pour empêcher la transmission du VIH de la mère à l'enfant. Et, neuf femmes enceintes séropositives sur dix vivent en Afrique ; idem pour neuf enfants séropositifs sur dix. Un millier de bébés naissent chaque jour sur le continent africain avec le VIH. La majorité d'entre eux ne recevront aucun traitement. Faute de soins, 50% d'entre eux mourront avant leur deuxième anniversaire.

La mort tragique de ces enfants devrait nous scandaliser tous, d'autant plus que ces décès pourraient être évités. « Nous avons les moyens de prévenir la transmission du VIH de la mère à l'enfant partout dans le monde et le moment est venu de nous en servir pour sauver des centaines de milliers de vies en Afrique. Le moment est venu de reconnaître que puisque nous pouvons



quasiment éliminer le VIH et le SIDA pédiatriques, nous devons le faire » ont déclaré Desmond Tutu et Antony Lake.

Ce n'est pas une question de connaissances : au cours des dix dernières années, nous avons appris beaucoup sur le mécanisme de la prévention de la transmission materno-fœtale, le fait d'empêcher le virus de passer de la mère à l'enfant. C'est maintenant une question de priorités et de volonté politique.

Pour l'unicef, il faut que les gouvernements africains s'engagent systématiquement à inclure dans leurs budgets de santé publique des fonds consacrés à la prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant. Seuls cinq des 53 pays africains ont tenu les promesses faites lors de la Déclaration d'Abuja, par laquelle ils s'engageaient à allouer au moins 15 % de leur budget annuel aux soins de santé. Et ils sont très peu nombreux à consacrer des fonds au VIH et au SIDA pédiatriques.

Certains pays cependant prennent des mesures. Le Kenya, par exemple, s'est fixé un objectif ambitieux : faire passer les infections pédiatriques au VIH de 27% à 8% d'ici à 2013. L'an dernier, le Gouvernement kenyan a affecté 11,25 millions de dollars à l'achat d'antirétroviraux pour les femmes enceintes. Le pays s'évertue aussi à combler des lacunes graves dans le programme de prévention de la transmission du virus de la mère à l'enfant avec, entre autres, de nouvelles initiatives destinées aux communautés les plus éprouvées et souvent les plus difficiles à atteindre.

## Loterie Nationale Togolaise

### COMMENTAIRE DU TIRAGE N°1078 DE LOTO BENZ DU 14 Septembre 2011

Le tirage de LOTO BENZ de ce 21 Septembre 2011 porte le N°1079

La semaine dernière, LOME a recensé l'essentiel des gros lots gagnés lors du tirage N°1077 de LOTO BENZ.

Il s'agit de trois lots de 750.000F CFA gagnés sur les points de vente 3307, 7065 et 7093 et de trois gros lots de 1.000.000F CFA, 1.250.000F CFA et 1.350.000 F CFA remporté respectivement auprès des opérateurs 3217, 7024 et 3151.

A KOTOKOU KONDJI, l'opérateur 7759 a eu le bonheur d'enregistrer un lot de 625.000F CFA et un maxi gros lot de 10.000.000F CFA.

L'intérieur du pays n'est pas en reste, avec la ville de KPALIME qui a recensé sur le point de vente 7204, un gros lot de 2.000.000F CFA.

Trois parieurs qui ont eu le bonheur de découvrir trois fois une jarre tenue par des mains, en grattant leurs tickets de la Tranche Commune Entente 2011, recevront ce soir une prime de voyage de 200.000F CFA et un billet d'avion pour la Côte d'Ivoire ou un séjour de 10 jour leur est offert.

Au cours du grand tirage qui aura lieu le Vendredi 30 Septembre 2011, ils pourront tirer leur propre lot, parmi quatorze gros lots allant de 1.000.000F CFA à 5.000.000F CFA

La remise des lots se fera à Lomé au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales.

**AVEC LA LONATO, JOUEZ PETIT ET GAGNEZ GROS !  
BONNE CHANCE A TOUS !!!**

## LOTO BENZ

Résultats du tirage N°1079 de LOTO BENZ du mercredi 21 Septembre 2011

Numéro de base

65

70

76

29

48